

# RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers intermédiaires de la Société au 30 juin 2006. Les états financiers de la Société ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. La devise monétaire de présentation est le dollar canadien (Cdn) et tous les montants présentés dans le rapport de gestion sont en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion daté du 24 août 2006 a été préparé en conformité avec le Règlement 51-102A1 et approuvé par le conseil d'administration de la Société.

## Énoncés prospectifs

Le rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui reflètent, à la date du rapport de gestion, les attentes, estimations et projections de la Société quant à ses opérations, à l'industrie minière en général et à l'environnement économique dans lequel elle évolue. Bien que raisonnables, ces énoncés comportent un certain élément de risque et d'incertitude de sorte qu'il n'y a aucune garantie qu'ils seront réalisés. Par conséquent, les résultats réels peuvent varier de façon importante de ceux mentionnés ou prévus dans ces énoncés prospectifs.

## PERFORMANCE GLOBALE

*Radisson* est une Société d'exploration minière engagée dans l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés minières, lesquelles se trouvent dans le Nord-Ouest du Québec et le Nord-Ouest de l'Ontario.

Comme mentionné au rapport de gestion du 31 mars 2006, considérant le prix actuel de l'or et les résultats positifs obtenus dans les forages identifiant la zone d'or 36E, la Société réévalue le projet O'Brien/Kewagama afin de déterminer s'il est préférable d'aller de l'avant avec un échantillonnage en vrac souterrain à partir des puits des propriétés O'Brien et de Kewagama ou de poursuivre les travaux de forages au diamant de surface pour augmenter les ressources aurifères connues. À cette fin une étude technico-économique sera réalisée en 2006 par une firme indépendante.

Au cours des dernières années, les travaux d'exploration se sont concentrés sur la Zone 36 Est et ses extensions. Cette zone se situe à l'intérieur du groupe volcanique de Piché, au sud de la faille Cadillac. Toutefois, sur le projet conjoint Wood-Pandora de Globex et Queenston, qui se situe immédiatement à l'Est du projet O'Brien/Kewagama, les nouvelles zones aurifères découvertes en 2005 et 2006 se situent soit dans la faille Cadillac (8,5g/t Au sur 28,0 mètres, Zone D), soit au nord de celle-ci dans les sédiments du groupe de Cadillac (68,2 g/t Au sur 1,5 mètres, Zone Mudstone ainsi que 22.6 g/t Au sur 45.8 m, Zone Ironwood). La Société a effectué un levé aérien en 2006 sur l'ensemble du projet O'Brien/Kewagama et les résultats seront intégrés aux données existantes afin de développer de nouvelles cibles de forage.

Comme déjà mentionné au rapport annuel, la Société a fait l'évaluation de son portefeuille de propriétés afin de bien cibler ses projets futurs. La première résultante de cette action fut d'identifier les propriétés Douay et Massicotte comme possédant un fort potentiel pour la découverte de gisements aurifères.

La propriété Douay est située dans le Nord-Ouest québécois à environ 35 kilomètres au sud-ouest de la ville de Matagami. Elle est détenue à 100 % par Radisson et est actuellement constituée de 25 titres miniers totalisant une superficie de 838 hectares dans les cantons Douay et Vezza. Du jalonnement supplémentaire a été effectué et devrait porter la superficie totale du projet à environ 1 245 hectares, une fois les confirmations gouvernementales obtenues, en plus de couvrir latéralement plus de 4 kilomètres le long du corridor aurifère Casa-Berardi / Douay / Cameron.

La Société a fait de même dans le secteur de la propriété Massicotte, localisée dans le Nord-Ouest québécois à environ 185 km au nord de Rouyn-Noranda. Depuis l'automne 2005, Radisson a jalonné sur carte plus de 200 claims dans ce secteur afin de couvrir latéralement plus de 20 km de lithologies favorables aux minéralisations de type Detour Lake (3,5 M oz Au) le long de la zone de déformation Detour Lake (ZDDL). Ce jalonnement nous a aussi permis de couvrir la zone de déformation Massicotte (ZDM) sur plus de 14 km. Plusieurs indices aurifères ont été découverts le long de celle-ci, les plus importants étant la zone Lynx et la zone Rambo. Les propriétés de Radisson couvrent plus de 15,800 hectares (158 km<sup>2</sup>) dans le secteur Massicotte et permettent de

couvrir l'extension Est de la zone de déformation Detour Lake auquel est associé la mine Détour Lake (3,5 M oz d'or) et les récentes découvertes rapportées de Pelangio et Trade Winds Ventures.

Des travaux de compilation sont présentement en cours afin de sélectionner les secteurs les plus favorables. Des travaux d'exploration seront proposés sur les cibles choisies en fonction de la capacité financière de la Société. Un levé aérien est envisagé cette année.

Au dernier trimestre, les dirigeants de la Société ont décidé de diversifier le portefeuille de propriétés d'exploration minière dans le but d'augmenter la valeur pour les actionnaires. Ils ont identifié le molybdène comme métal de grande valeur et ont procédé à l'acquisition de cinq propriétés dans le Nord-Ouest ontarien. Ils ont ainsi réussi à diversifier les activités de la Société autant géographiquement qu'au niveau des substances recherchées.

Radisson s'est ainsi portée acquéreur des propriétés Highway, Harper Lake, Olsen Bay, Grave Lake et Grave Lake Option qui contiennent plusieurs indices de molybdène et quelques indices d'or. Ces propriétés sont situées dans la région de Dryden, dans le Nord-Ouest ontarien. Un programme préliminaire de prospection a déjà été complété en 2005.

Un levé aérien électromagnétique a été complété sur l'ensemble des propriétés. Les résultats de l'analyse qui est en cours gouverneront les travaux d'exploration à venir.

#### Promotion

La Société est à rajeunir son site Web pour le rendre plus convivial.

Nous participerons en septembre au Cambridge House Investissement Conférence qui se tiendra à Toronto.

#### **Financement par actions**

Le 26 avril 2006, la Société a complété un financement privé de 500 000 \$. Quatre vingt pourcent (80 %) de ce montant était sous forme d'actions accréditatives soit une somme de 400 000 \$. Le 20 % non accréditif soit 100 000 \$ a servi en grande partie à payer les frais inhérents au financement (commissions, actes légaux, communiqués de presse, traitement du dossier par les autorités réglementaires et le TSX / près de 70 000 \$ et le restant sera versé au fonds de roulement de la Société. Le produit du placement accréditif est affecté à des travaux d'exploration sur les propriétés O'Brien et Kewagama situées dans le nord-ouest du Québec et sur les propriétés situées dans la région de Dryden dans le nord-ouest de l'Ontario.

Le 11 mai 2006, la Société a complété un financement privé de 1 207 500 \$ avec Union Securities Ltd (produit net de 1 078 800 \$). Le produit du placement sera affecté au développement des propriétés O'Brien et Kewagama et au fonds de roulement.

#### **Programme d'exploration**

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2006, les travaux d'exploration s'élèvent à plus de 93 000 \$. Au cours de cette même période, les travaux ont consisté principalement à compléter les levés aériens dans le secteur de Dryden et O'Brien / Kewagama.. Pour le secteur de Dryden, de la prospection et de l'échantillonnage sur le terrain sont présentement en cours. En ce qui a trait au projet O'Brien / Kewagama, un programme d'échantillonnage lithogéochimique est actuellement en cours afin de trouver des minéralisations aurifères à l'intérieur des schistes à talc et chlorite qui sont présents sur ce projet. Les résultats de ces travaux seront intégrés aux données existantes afin de générer des cibles de forage pour le programme de 2006.

Un programme de forage d'environ 4000 mètres débutera dans la semaine du 27 Août 2006 sur le projet O'Brien /Kewagama.

#### **Bourse**

Les actions de la Société sont inscrites en bourse depuis 1986 et sont actuellement inscrites à la Bourse de croissance TSX sous le symbole RDS, faisant partie de la catégorie 'sociétés émergentes'.

## INFORMATION ANNUELLE CHOISIE

Faits saillants des trois derniers exercices financiers  
(en milliers de dollars sauf les montants par action)

	Exercice terminé le 31 décembre		
	2005 \$	2004 \$	2003 \$
Actif total	4 418	4 625	3 760
Revenus	10	13	1
Perte nette	543	197	1 156
Perte nette par action	0,02	0,01	0,04
Dettes à long terme	0	1	2

## RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Trimestre	Revenu total	Bénéfice net (Perte nette)	Bénéfice (perte) de base et dilué(e) par action
	\$	\$	\$
Septembre 2004	7	(68)	(0,00)
Décembre 2004	3	7	0,00
Mars 2005	3	(107)	(0,00)
Juin 2005	-	(138)	(0,00)
Septembre 2005	3	(133)	(0,00)
Décembre 2005	4	(165)	(0,00)
Mars 2006	2	(112)	(0,00)
Juin 2006	4	(163)	(0,00)

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2006, la perte nette fut de 163 522 \$. Ce montant correspond aux opérations courantes de Radisson et provient des dépenses reliées au statut public de la Société. Les salaires et charges sociales, les honoraires professionnels, la dépense d'experts et sous-traitants ainsi que les autres frais reliés à l'administration de la Société contribuent également à cette perte. Une rémunération à base d'actions d'un montant de 16 700 \$ a été comptabilisée au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2006 alors que cette dépense était de 18 625 \$ pour la même période correspondante de 2005. En comparant, on peut voir que la perte nette pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2006 est plus élevée que celle du trimestre terminé le 31 mars 2006. Les honoraires professionnels sont plus élevés compte tenu des frais d'environ 20 000 \$ pour le règlement de la fin du contrat avec l'ancien responsable des relations avec les investisseurs ainsi que pour l'ajustement des provisions d'honoraires. Les frais d'inscription et de registrariat ont aussi augmenté car la Société a effectué des financements par actions ce qui n'était pas le cas au cours du trimestre terminé le 31 mars 2006. Au cours du trimestre, les salaires et charges sociales ont augmenté car la Société a engagé sur une base horaire une adjointe administrative pour une période indéterminée. Dans le même ordre d'idée, la rémunération à base d'actions explique aussi la variation de la perte entre les deux derniers trimestres de 2006.

En analysant le détail des dépenses des quatre trimestres, on en vient à la conclusion que la majorité des dépenses de Radisson sont stables et prévisibles. Les dépenses qui varient d'un trimestre à l'autre sont habituellement la rémunération à base d'actions, les honoraires professionnels, et les frais de registrariat.

En comparant la période de trois mois terminée le 30 juin 2005 et la période de trois mois terminée le 30 juin 2006, le poste «experts et sous-traitants» a augmenté de plus de 20 000 \$. Le tout s'explique par le fait qu'une partie des honoraires de géologie n'a pas été imputé à des projets d'exploration ainsi que par l'embauche d'un consultant pour les relations avec les investisseurs. Les salaires et charges sociales sont restés stables ainsi que

les honoraires professionnels. La dépense d'inscription et frais de registrariat a augmenté considérablement compte tenu des frais entourant les financements par actions effectués alors qu'aucun financement n'avait eu lieu lors de la période correspondante de 2005.

La direction de la Société continue à gérer de façon optimale les fonds disponibles pour ses opérations courantes et elle est confiante de garder une situation financière saine tout au cours de l'exercice 2006.

## **LIQUIDITÉS ET SOURCES DE FINANCEMENT**

Récemment, la Société a émis des actions pour 500 000 \$. Elle compte utiliser une grande partie de cet argent (400 000 \$) pour continuer ses travaux d'exploration sur les propriétés O'Brien et Kewagama et sur les propriétés en Ontario. Après avoir payé les frais d'émission du financement à même la portion restante (100 000 \$), le solde résiduel sera versé au fonds de roulement de la Société. Quant au financement de 1 207 500 \$, il servira à consolider la situation financière de Radisson et il permettra à celle-ci d'atteindre ses objectifs stratégiques.

Au 30 juin 2006, la Société avait 55 618 \$ en caisse et 1 250 000 \$ en dépôt à terme. De ce montant, 310 536 \$ est réservé pour des travaux d'exploration futurs et il est présenté distinctement au bilan de la Société. Au 31 mars 2006, l'encaisse était de 13 861 \$ et le dépôt à terme était de 155 000 \$. Au 30 juin 2006, le fonds de roulement de la Société s'élevait à 980 966 \$ en comparaison de 48 744 \$ au 31 mars 2006. La situation financière actuelle de la Société est donc saine et les fonds disponibles sont suffisants pour pouvoir continuer les opérations pour une période d'au moins 12 mois.

Les sources de financement de la Société se font principalement sous la forme de l'émission de capital actions et dépendent des marchés des capitaux de risque, de l'attrait des investisseurs pour les sociétés d'exploration et du prix des métaux.

Pour continuer ses activités d'exploration et pouvoir supporter ses activités courantes, Radisson devra continuer son travail au niveau de la communauté financière afin de pouvoir réaliser d'autres financements par actions. Dans ce même ordre d'idée, le président de la Société participera prochainement au Cambridge House Investissement Conférence qui se tiendra à Toronto.

Au cours des dernières semaines, la direction de la Société a révisé ses estimations afin d'évaluer à environ 125 000 \$ par trimestre, les dépenses administratives qui devront être absorbées par le fonds de roulement de la Société. Radisson est actuellement en bonne situation financière et elle pourra assumer ces frais pour les 12 prochains mois.

L'exercice de bons de souscription en circulation représente un financement potentiel important. L'exercice d'options d'achat d'actions en circulation représente également un financement potentiel supplémentaire important. Selon la direction de la Société, advenant le cas où le cours des actions de Radisson augmenterait de façon importante, une entrée d'argent massive serait prévisible; par contre, il n'est pas possible de prévoir le montant en question.

## **OBLIGATION ET ENGAGEMENTS CONTRACTUELS**

La seule obligation contractuelle liée aux deux ententes d'option signées en 2005 sur les propriétés de molybdène est de maintenir les claims en bonne et due forme, et advenant l'abandon des options, la Société s'est engagée à faire des travaux d'exploration pour s'assurer que lesdits claims soient valides pour une période supplémentaire d'au moins six mois. Les obligations monétaires de 2006 liées aux options comprennent un paiement comptant de 8 000 \$ venant à échéance le premier septembre et un autre de 4 000 \$ venant à échéance le 8 décembre dans le cadre de la seconde option. Un nombre de 10 000 actions sera à émettre dans les deux cas.

Au 30 juin 2006, la Société se doit de dépenser un montant de 310 536 \$ en frais d'exploration, en relation avec un financement accréditif fait au printemps 2006; ce financement se chiffrait à un montant original de 400 000 \$. Comme déjà prévu, un montant d'environ 100 000 \$ a été dépensé sur les propriétés de Radisson et la direction

continue à planifier ses travaux afin de rencontrer les exigences statutaires au niveau des ententes de financement accréditif.

## **OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

Dans le cours de ses activités administratives, la Société loue un espace de bureaux auprès du président de Ressources minières Radisson inc. Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2006, le montant de location se chiffre à 700 \$ et le montant cumulatif pour les six derniers mois s'élève à 1 750 \$.

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

## **INFORMATIONS ADDITIONNELLES POUR LES ÉMETTEURS ÉMERGENTS N'AYANT PAS DE REVENU SIGNIFICATIF**

La Société fournit l'information sur les frais d'exploration reportés dans la note 3 des états financiers intermédiaires terminés le 30 juin 2006.

La Société n'a aucune dépense de recherche et développement.

La Société n'a pas de frais reportés autres que les propriétés minières et les frais d'exploration reportés.

## **FRAIS GÉNÉRAUX D'ADMINISTRATION**

Voici le détail des frais généraux d'administration pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2006 :

Télécommunications	1 129 \$
Frais de location	195 \$
Papeterie et frais de bureau	3 019 \$
Gestion des claims	1 102 \$
Total	<u>5 445 \$</u>

## **CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS IMPORTANTES**

Les conventions comptables importantes ainsi que celles qui requièrent le plus de jugement et d'estimations lors de l'établissement des états financiers de la Société se détaillent comme suit :

### **Propriétés minières et frais d'exploration reportés**

Les propriétés minières sont comptabilisées au coût. Les frais d'exploration et de mise en valeur, diminution faite de l'aide gouvernementale s'y rattachant, sont reportés. Au moment où une décision d'aller en exploitation est prise, les coûts relatifs à ce gisement, inscrits aux propriétés minières et aux frais d'exploration reportés, sont virés aux immobilisations. Ces coûts seront alors amortis en se basant sur les unités de production de l'exercice et les réserves de minerai probables et prouvées. Par contre, à l'abandon d'un projet, les coûts correspondants sont imputés aux résultats.

Ces actifs sont dévalués dans le cas où la Société ne prévoit pas effectuer d'autres travaux dans un avenir prévisible ou en l'absence de travaux pendant une période excédant trois ans.

### **Rémunération à base d'actions**

La Société emploie la méthode basée sur la juste valeur pour comptabiliser aux résultats la rémunération à base d'actions. Par cette méthode, la Société répartit une charge sur la période d'acquisition des options. La durée de vie prévue des options utilisée pour calculer la juste valeur des options est basée sur l'expérience et sur le jugement de la direction.

### **Impôts sur les bénéfiques et impôts miniers**

La Société utilise la méthode de l'actif et du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur les bénéfiques. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et ils sont mesurés en appliquant les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur, à la date des états financiers, pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber. La Société établit une provision pour moins-value à l'égard des actifs d'impôts futurs si, selon les renseignements disponibles, il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôts futurs ne sera pas matérialisée.

### **FACTEURS DE RISQUE**

#### Risques liés à l'exploration

L'exploration minière comporte un degré de risque élevé. Peu de propriétés explorées sont mises en production. Des formations rocheuses inhabituelles ou imprévues, des incendies, des pannes de courant, des conflits de travail, des inondations, des explosions, des éboulements, des glissements de terrain et la difficulté d'obtenir de la main-d'œuvre qualifiée, de la machinerie ou de l'équipement approprié ou adéquat sont d'autres risques que comporte l'exécution des programmes d'exploration.

Les facteurs économiques liés à la mise en valeur de propriétés de ressources sont tributaires de nombreux facteurs, dont le coût d'exploitation, les variations de la matière extraite, la fluctuation des marchés des métaux, le coût de l'équipement de traitement et d'autres facteurs comme les réclamations des autochtones, la réglementation gouvernementale, notamment la réglementation portant sur les redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de ressources naturelles et la protection de l'environnement. Selon le prix des ressources naturelles produites, la Société peut déterminer qu'il n'est pas opportun d'entreprendre ou de poursuivre la production commerciale. Il n'y a aucune certitude que les dépenses que la Société engagera dans l'exploration de ses propriétés minières donneront lieu à des découvertes de quantités commerciales de minerai. La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gisements de minerai commercialement exploitables.

#### Réglementation environnementale et autre réglementation

La législation, les règlements et les mesures actuels et futurs en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et les normes environnementales font l'objet d'une évaluation constante et peuvent être haussées considérablement, ce qui pourrait nuire sérieusement à l'entreprise de la Société ou à son aptitude à mettre ses propriétés en valeur d'une façon économique. Avant que la production ne puisse débuter sur une propriété, la Société devra obtenir les approbations des autorités de réglementation et les approbations environnementales, et rien ne saurait garantir que ces approbations seront obtenues ou qu'elles le seront à temps. Le coût des changements dans la réglementation gouvernementale peut également réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété.

#### Risques liés au financement et à la mise en valeur

La mise en valeur des propriétés de la Société dépend donc de sa capacité à obtenir le financement additionnel nécessaire. Rien ne saurait garantir qu'elle réussira à obtenir le financement requis. De plus, la mise en production de propriétés de ressources dépendra de l'utilisation des services d'un personnel expérimenté ou encore de la conclusion d'ententes avec d'autres grandes sociétés de ressources qui peuvent fournir cette expertise.

#### Cours des ressources

Des facteurs indépendants de la volonté de la Société peuvent influencer sur la qualité marchande de l'or ou de tous autres minéraux découverts. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, particulièrement durant les dernières années. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision.

#### Risques non assurés

La Société peut devenir assujettie à la responsabilité découlant des éboulements, de la pollution ou d'autres risques contre lesquels elle ne peut s'assurer ou choisit de ne pas le faire en raison du coût élevé des primes ou pour d'autres motifs. Le paiement de ces responsabilités diminuerait ou pourrait éliminer les fonds disponibles pour les activités d'exploration et d'extraction.

## AUTRES EXIGENCES RELATIVES AU RAPPORT DE GESTION

On peut trouver davantage de renseignements sur la Société sur SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).

### INSTRUCTION NATIONALE 51-102

Divulgarion, au 24 août 2006, des données relatives aux titres en circulation

Actions de catégorie A en circulation : **38 542 851**

Bons de souscription : **6 544 299**

Nombre de bons de souscription	Prix de levée	Date d'expiration
546 875	0,45 \$	décembre 2006
700 000	0,29 \$	août 2007
33 333	0,39 \$	août 2007
434 783	0,30 \$	avril 2008
1 379 308	0,40 \$	avril 2008
3 450 000	0,45 \$	mai 2008

### Bons émis à des courtiers :

Bons émis à des courtiers pour des unités comprenant une action ordinaire et un bon de souscription : **526 409**

43 478 unités A à 0,23 \$ l'unité (chaque unité A est composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription permettant à son détenteur de souscrire une action au prix de 0,30 \$ par action). Ces bons aux courtiers ont une échéance en avril 2008.

137 931 unités B à 0,29 \$ l'unité (chaque unité B est composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription permettant à son détenteur de souscrire une action au prix de 0,40 \$ par action). Ces bons aux courtiers ont une échéance en avril 2008.

345 000 unités B à 0,35 \$ l'unité (chaque unité B est composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription permettant à son détenteur de souscrire une action au prix de 0,45 \$ par action). Ces bons aux courtiers ont une échéance en mai 2008.

Options en circulation : **2 692 830**

Nombre d'options	Prix de levée	Date d'expiration
310 000	0,40 \$	27 juin 2007
500 000	0,42 \$	27 août 2007
150 000	0,38 \$	15 août 2007
300 000	0,27 \$	30 mars 2008
250 000	0,41 \$	24 avril 2008

500 000	0,34 \$	21 octobre 2009
257 830	0,15 \$	2 mars 2010
175 000	0,30 \$	31 octobre 2010
250 000	0,33 \$	11 avril 2011

*Donald Luciani*